



# Plan Climat Air Energie 2021-2027

## Gouvernance, Concertation

et

## Mobilisation

Délibération du Conseil Métropolitain Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021

AGENDA  ENVIRONNEMENTAL

 DÉPARTEMENT  
BOUCHES  
DU RHÔNE

 METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE

## ASSEOIR UNE GOUVERNANCE CLIMATIQUE

La gouvernance du Plan Climat reflète la transversalité du contenu des thèmes traités par le PCAEM. Cela se traduit par une large collaboration, présente lors de la construction du Plan Climat et de son programme d'actions, mais également pour le suivi et l'évaluation des résultats et des impacts. Cette ouverture se manifeste dans les instances de gouvernance et dans l'organisation du suivi.

### Le Comité stratégique

Au cours de l'élaboration du Plan climat il est apparu indispensable de créer en amont du Comité de Pilotage, un Comité Stratégique composé des seuls élus métropolitains. Le comité stratégique, est composé a minima d'un représentant de la Métropole Aix Marseille Provence (Président et/ou le conseiller métropolitain en charge du PCAEM), des principaux vice-présidents ou conseillers en charge de la mise en œuvre des politiques publiques concernées par les enjeux climat-air-énergie (transports, habitat, déchets, industries, etc.), des Présidents des Conseils de Territoire.

Il se réunit **au moins une fois par an**, et aux étapes-clefs de la mise en œuvre du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain qui l'imposent.

La réunion annuelle est l'occasion de valider le Bilan annuel des résultats du Plan Climat et d'arrêter les propositions éventuelles à soumettre aux instances métropolitaines, afin de garder le cap sur le niveau d'ambition fixé dans la Stratégie du Plan Climat.

Il s'est réuni une seule fois dans cette configuration :

- *Le 2 septembre 2021.* L'objet du Comité Stratégique intervenant après la crise sanitaire et les élections municipales de 2020, était de présenter la démarche complète d'élaboration du Plan Climat aux élus métropolitains, et de recueillir leurs remarques et propositions. Il s'est agi également de commenter les avis réglementaires de l'Etat, de la Mission régionale de l'Autorité environnementale et de la Région et

les éléments de réponses de la Métropole. Enfin quelques réalisations étaient présentées. Les partenaires ont pu s'exprimer sur l'ensemble des sujets abordés.

### Le Comité de pilotage

Un comité de pilotage présidé par le Président de la Métropole ou l' élu délégué en charge du Plan Climat. Composé des élus métropolitains en charge des politiques intéressant le plan climat-air-énergie, (transports, habitat, déchets, industries, etc.), des Présidents des Conseils de Territoire, de l'État, de l'ADEME, des Départements des Bouches du Rhône, du Vaucluse, et du Var, de la Région-Provence-Alpes-Côte d'Azur, et des partenaires : Atmo Sud, CCIMP, COFOR, Chambre d'Agriculture 13, Agences d'urbanismes, ALEC et CPIE du Pays d'Aix, GREC Sud, Acoucité, ARS, ARPE-ARB. Il pourrait être ouvert à des personnes expertes.

Son rôle, en tant qu'instance décisionnelle dans la gouvernance du projet, est d'organiser le débat autour d'un diagnostic de l'action climatique métropolitaine, de proposer les objectifs du plan climat, d'orienter les politiques sectorielles au regard des objectifs. Le comité de pilotage évalue son action, et rend compte à l'ensemble des élus métropolitains des avancements et résultats obtenus. Pendant la phase d'élaboration, le Comité de Pilotage du Plan Climat s'est réuni à deux reprises :

- *Le 15 mai 2017.* L'objet de cette première rencontre était d'installer les instances de gouvernance, de faire partager les premiers éléments de diagnostic du territoire en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de pollutions atmosphériques, de porter à la connaissance des élus sectoriels la contribution de leurs politiques au Plan climat, de faire émerger les enjeux climatiques de chaque politique pour le territoire métropolitain, de montrer des opérations positives déjà mises en place dans les Conseils de Territoire et d'impliquer les élus sectoriels dans la construction du Plan Climat.

- *Le 13 septembre 2018* (Comité des partenaires<sup>1</sup>). A l'occasion de cette réunion, le diagnostic et les enjeux du territoire ont été présentés ainsi que des objectifs sectoriels et une trajectoire pour les atteindre. L'étude des avenir climatiques a été présentée dans une application territoriale.
- *Le 2 septembre 2021* L'objet de Comité de Pilotage intervenant après la crise sanitaire et les élections municipales de 2020, était de présenter la démarche complète d'élaboration du Plan Climat aux élus métropolitains et aux partenaires. Il s'est agi également de commenter les avis réglementaires de l'Etat, de la Mission régionale de l'Autorité environnementale et de la Région et les éléments de réponse de la Métropole. Enfin quelques réalisations étaient présentées.

### Le Comité technique

Le comité technique regroupe *a minima* autour de l'équipe projet en charge du PCAEM, les différents partenaires de la Métropole (CCIAMP, Etat, ADEME, Conseil régional, Conseil départemental, Chambre d'Agences d'urbanisme, ALEC et CPIE etc.) et les principales Directions métropolitaines.

Il se réunit **au minimum une fois par an** en amont du comité de pilotage pour suivre l'avancée opérationnelle du Plan d'Actions et s'assurer du suivi 'technique' de la trajectoire et de la dynamique de mise en œuvre.

En 2018, il s'est réuni à deux reprises :

- *Le 15 mars 2018*. Cette réunion fut un premier temps d'échange pour apprécier : les attentes des partenaires sur la démarche PCAEM, les leviers pour en faire un support des politiques sectorielles de la Métropole dans la transition climat-air-énergie, les premiers éléments d'état des lieux des enjeux métropolitains, les données de diagnostic des politiques sectorielles à considérer et enrichir dans le cadre de la démarche Plan Climat-Air-Energie et le management du projet ainsi que la mobilisation du Comité technique.
- *Le 11 juillet 2018*. Ce comité technique a été l'occasion d'une présentation générale du diagnostic avec des focus sur certains thèmes (agriculture, séquestration carbone...) présentés par les partenaires en charge de ces sujets.
- *Le 18 novembre 2019*. Ce comité technique est intervenue après l'adoption du Projet de Plan Climat. L'objectif a été de présenter la stratégie, les ambitions et les axes d'interventions, ainsi que quelques actions. Il a été également demandé aux participants des idées pour mobiliser les acteurs pour atteindre les objectifs du PCAEM.
- *Le 15 juin 2021* ; Ce comité technique a eu pour objectif de faire un point d'avancement du projet de PCAEM et un focus sur la consultation publique à venir. Quelques actions avancées ont été présentées.

---

<sup>1</sup> Cette réunion s'est tenue entre deux mandats politiques, dans un temps sans délégation. Ce comité de pilotage, s'est donc transformé en Comité des Partenaires.

### Le Comité de suivi annuel

La Métropole Aix Marseille Provence s'engage à associer, mobiliser et impliquer **une fois par an**, l'ensemble des contributeurs à l'atteinte des objectifs du PCAEM, au cours d'un évènement qui permettra de faire un bilan d'étape, d'ajuster, et de fixer les objectifs de l'année à venir.

Plusieurs partenaires seront sollicités à participer à cet évènement :

Les parties prenantes politico-administratives métropolitaines :

- Les élus et services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les élus et services des communes composant le territoire, le département, la région ;
- L'Etat et ses services déconcentrés (DREAL...).

Les parties prenantes institutionnelles :

- Les agences d'urbanisme et les organismes régionaux concernés (AGAM, AUPA, ATMO Sud, ARPE-ARB, etc.) ;
- L'ADEME et sa direction régionale ;
- Les autorités organisatrices et grands syndicats de services urbains (SMED 13 ; Société des Eaux de Marseille Métropole, etc.) ;
- Les opérateurs (Agence de l'Eau Rhône Méditerranée, SNCF ; Aéroport ; Grand Port Maritime de Marseille...) ;
- Les bailleurs sociaux et leurs représentants ;
- Le Conseil de Développement Métropolitain ;
- Les partenaires financiers : Banque des territoires-CDC, Commission européenne, etc.

Les parties prenantes socio-économiques :

- Chambres consulaires (CMA ; CCI, Chambre d'agriculture) ;
- Les fournisseurs d'énergie et les énergéticiens (EDF ; ENGIE ; RTE ; GRT Gaz ; ENEDIS ; GRDF...) ;
- Les promoteurs immobiliers et les aménageurs (EPA, SEM, SPL, SPLA, promoteurs privés...) ;
- Les fédérations du BTP (FFB ; CAPEB) ;
- Les gestionnaires du patrimoine, des lieux dédiés à la culture, au sport et aux loisirs ;
- Les entreprises implantées sur le territoire métropolitain ;
- Les médias et la presse locale ;
- Les banques et assurances locales ;
- Les fondations et autres mécènes locaux ;

Les parties prenantes de la société civile :

- Les habitants ;
- Les associations de citoyens ;
- Les associations ;
- Les scolaires et les établissements d'enseignement secondaire et supérieur (collèges, lycées, universités, écoles ou institut d'enseignement supérieur) ;
- Les centres ou instituts de recherche.

Par ailleurs, une attention particulière sera portée à la relation avec les communes du territoire. La Métropole animera un réseau des communes engagées pour le climat, afin de les accompagner dans la mise en place d'actions liées au climat, à l'air, à l'énergie et au bruit, et de faciliter le partage d'expérience.

Enfin, la Métropole, intervient régulièrement au sein du Réseau PACA Climat animé par la DREAL et la Région Sud PACA, qui réunit l'ensemble des territoires régionaux engagés dans des démarches climat-énergie dans le but de partager des expériences, de mutualiser des outils de travail et de créer des synergies entre les différents plans. La Métropole interviendra à la demande sur divers aspects de son Plan Climat au cours de journées techniques.

### L'équipe projet

L'équipe projet assure le suivi et la mise en œuvre du Plan Climat au quotidien. Elle réunit régulièrement les groupes d'acteurs suivants :

- Les services de la Métropole : Le Service transition énergétique au sein de la direction de la Stratégie environnementale est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain. Il anime et coordonne le travail de l'ensemble des services métropolitains mis à contribution pour l'élaboration et la mise en œuvre du Plan, que ce soit les services supports ou les directions opérationnelles, ainsi que les partenaires extérieurs à la métropole.
- Les prestataires en charge d'assister la Métropole dans le suivi de la mise en œuvre du Plan Climat partagent leurs travaux lors de réunions prévues à cet effet.
- L'équipe projet associe autant que de besoin les agences partenaires de la Métropole (AGAM, AUPA, ATMO Sud, GREC, MEHC, ALEC etc.), et développe également des projets en propre.

### Focus – Un processus de co-construction du document avec de nombreux partenaires de la Métropole

Spécificité de la démarche, la Métropole a souhaité largement associer les partenaires, têtes de réseaux locaux à l'élaboration du contenu de son PCAEM. La CCI Aix Marseille Provence, l'association pour la surveillance de la qualité de l'air AtmoSud, la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, l'Observatoire régional de la Santé (ORS) et l'Agence régionale de Santé (ARS), ou encore l'Observatoire régional de la Forêt méditerranéenne, l'Agence régionale de l'Environnement, les Agences d'Urbanisme AGAM et AUPA, l'Agence Locale de l'Energie et du Climat de Marseille Provence et la Maison Habitat Energie Climat (CPIE) du Pays d'Aix ont :

- Participé aux différentes instances, temps d'échanges organisés en phase d'élaboration du PCAEM ;
- Contribué par la production de données, de notes ;
- Relayé voire animé des réunions de travail ad hoc avec leurs propres partenaires.

## MOBILISER LE PLUS GRAND NOMBRE DANS LA DUREE

### UNE CONCERTATION AMBITIEUSE

Le climat, l'air, le bruit et l'énergie sont l'affaire de tous : pour agir efficacement à l'échelle de son territoire et atteindre les objectifs ambitieux qu'elle s'est fixés, la Métropole ne pourra pas agir seule.

Elle est en charge du pilotage et doit répondre des résultats en terme d'impact des actions qu'elle affiche, mais elle se doit d'animer le territoire et l'ensemble de ses acteurs. Les acteurs locaux ont un rôle majeur à jouer dans la réalisation de la trajectoire à suivre et des actions à mettre en œuvre : la contribution et l'implication larges des citoyens, des associations, des universités et laboratoires, des industriels et producteurs d'énergie, des entreprises du secteur tertiaire, et bien sûr des collectivités seront les clefs de la réussite du Plan Climat Air Energie Métropolitain.

L'ambition de la Métropole est à la fois d'incarner et d'offrir aux acteurs un espace d'engagements, d'initiatives et de solutions, construisant à court terme la légitimité et la visibilité de la Métropole sur les sujets liés à la transition écologique, tant à l'échelle locale qu'internationale.

Pendant la phase de construction de la démarche, la Métropole a respecté les modalités d'élaboration, de gouvernance et de concertation qu'elle a décidé dans sa délibération de lancement (Conseil de la Métropole en date du 17 octobre 2016).

De nombreuses réunions thématiques ont permis d'approfondir et de partager les éléments de diagnostic et les objectifs spécifiques.

Enfin, une grande phase de concertation a permis de bâtir le plan d'actions.

De fait, la Métropole a organisé plusieurs initiatives et rencontres entre décembre 2017 et décembre 2018 qui ont contribué à l'élaboration du programme d'actions (cf. tableau ci-dessous) :

- Des ateliers thématiques 'rendez-vous climat' avec les acteurs métropolitains, accompagnés systématiquement de visites de terrain ;
- Des réunions de travail spécifiquement dédiées aux enjeux agricoles ;
- Des temps d'échange dédiés à l'adaptation au changement climatique ;
- La mobilisation du Conseil de Développement (CODEV) de la Métropole, avec un groupe de travail dédié ;
- L'animation d'ateliers avec les Maires du territoire métropolitain réunis afin d'échanger sur les enjeux d'articulation des échelles ;
- De nombreuses rencontres, réunions bilatérales, politiques et techniques afin d'assurer la juste articulation des démarches entreprises ;
- La réception de quelques contributions de représentants de la société civile. A titre d'exemple, le collectif Alternatives territoriales a transmis une proposition de plan d'actions pour 'Une Métropole à la hauteur des enjeux climatiques' ;
- La présentation du diagnostic, des ambitions et du plan d'actions auprès des Conseils de Territoire de la Métropole a permis de prendre en considération les plans climat préexistants à cette démarche.

Le recueil de ces contributions est annexé à ce document.

DATES	THEMES	LIEUX	CIBLES
19/9/2018	Comment réduire l'impact de nos activités sur la santé ?	Marseille	Acteurs locaux
20/09/2018	Présentation du diagnostic à la Commission DD, cadre de vie, agriculture et environnement du Conseil de Développement	Marseille	Société civile
3/10/2018	Comment adapter nos activités et modes de vie face aux changements climatiques ?	La Ciotat	Acteurs locaux
8/10/2018	Comment accompagner la transition des moteurs économiques du territoire ?	Istres	Acteurs locaux
19/10/2018	Comment agir concrètement pour inverser la trajectoire climatique – zoom sur la contribution des communes	La Fare-les-Oliviers	Groupe de travail des Maires
22/10/2018	Comment la nature en ville peut-elle devenir un atout majeur de lutte et d'adaptation au changement climatique ?	Miramas	Acteurs locaux
23/10/2018	Présentation et échange autour du Plan Climat devant la Commission DD, cadre de vie, agriculture et environnement du Conseil de Développement	Marseille	Société Civile
24/10/2018	Quels équilibres entre maîtrise de la demande en énergie et mix énergétique métropolitain ?	Aix en Provence	Acteurs locaux
31/10/2018	En quoi les entreprises du territoire participent à la transition énergétique métropolitaine? zone d'activité « Cap au Nord »	Marseille	Acteurs économiques
5/11/2018	Comment faire évoluer les pratiques et les productions agricoles ?	Aubagne	Acteurs locaux
19/11/2018	Alimentation, foncier, aménagement agricole	Aix en Provence	Acteurs locaux
19/11/2018	Pratiques culturelles agro écologiques	Aix en Provence	Acteurs locaux

27/11/2018	Rendez-vous climat de la forêt métropolitaine	Beaurecueil	Acteurs locaux
29/11/2018	Elaboration du plan climat air énergie Métropolitain: quelles actions retenir ?	La Bouilladisse	Groupe de travail des Maires
29/11/2018	Adaptation de l'agriculture au changement climatique	Aix en Provence	Acteurs locaux
30/11/2018	Energie, technologie et process en agriculture	Aix en Provence	Acteurs locaux
03/12/2018	Comment la nature en ville peut-elle devenir un atout majeur de lutte et d'adaptation au changement climatique ? (2 <sup>ème</sup> réunion)	Aix en Provence	Acteurs locaux
11/12/2018	Stratégie et plan d'adaptation	Aix en Provence	Acteurs locaux
07/02/2019	Rencontre avec Environnement Industrie	Martigues	Entreprises
27/02/2019	Présentation de la contribution de la Commission DD, cadre de vie, agriculture et environnement du Conseil de Développement	Marseille	Société Civile
04/03/2019	Présentation du pré-Projet de PCAEM en Conférence des Maires	Meyreuil	Groupe de travail des Maires
03/05/2019	Présentation du pré-Projet de PCAEM en Commission Environnement	Marseille	Elus métropolitains
09/05/2019	Présentation du pré-Projet de PCAEM au Conseil de Territoire du Pays d'Aix	Coudoux	Elus métropolitains
13/05/2019	Présentation du pré-Projet de PCAEM au Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence	Istres	Elus métropolitains
13/05/2019	Présentation du pré-Projet de PCAEM au Conseil de Territoire du Pays Salonais	Salon de Provence	Elus métropolitains
14/05/2019	Présentation du pré-Projet de PCAEM au Conseil de Territoire Marseille Provence	Marseille	Elus métropolitains
14/05/2019	Présentation du pré-Projet de PCAEM au Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Aubagne	Elus métropolitains
21/05/2019	Présentation du pré-Projet de PCAEM à la Commission DD, cadre de vie, agriculture et environnement du Conseil de Développement	Marseille	Société Civile
12/06/2019	Présentation du pré-Projet de PCAEM au Maires du Conseil de Territoire du Pays de Martigues	Martigues	Elus métropolitains
12/06/2019	Echanges autour du pré-Projet de PCAEM et de l'Avis du Conseil de Développement	Marseille	Société Civile



## ACCELERER ET RENFORCER LA MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

Dans la continuité des travaux engagés pour son élaboration, il semble nécessaire, pour que ce Plan Climat devienne celui de l'ensemble des métropolitains – au-delà de la seule institution – de mettre en place un dialogue large, ouvert à tous. Ce dialogue doit permettre, par une série de jalons et d'événements à tous niveaux et à toutes échelles, d'engager une dynamique de changement, indispensable au regard de l'importance des enjeux.

Afin d'assurer la mobilisation et l'engagement des différents acteurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a prévu plusieurs dispositifs d'animation :

- Une plateforme numérique dédiée, pour communiquer et proposer des contributions. Elle aura vocation à recueillir les avis et contributions des acteurs métropolitains sur la version arrêtée du Plan Climat, et sera, après l'adoption du Plan, un outil pérenne de dialogue ;
- Un événement médiatique de présentation du Plan Climat et de lancement de dynamique après l'adoption du Plan ;
- Des outils de présentation des objectifs, les 5 ambitions, les 13 axes, la centaine d'actions du Plan Climat, sera mise à disposition des collectivités et présentée dans différents lieux de la Métropole, afin d'explicitier l'action métropolitaine en faveur du climat ainsi que ses enjeux auprès du grand public ;
- Des réunions locales d'échanges avec les communes de la Métropole ;
- Une rencontre annuelle avec le Conseil de Développement métropolitain pour présenter et échanger sur le bilan de mise en œuvre du Plan Climat Air Energie Métropolitain ;
- Le lancement d'un appel à projet « Régénération, passons à l'action ! ».

### **FOCUS - « Régénération, passons à l'action ! »**

La création d'un label « Régénération, passons à l'action ! » vise à sélectionner et à valoriser des opérations au titre de leur impact positif sur le climat. L'objectif de cette démarche est de récompenser, notamment par l'attribution d'un label, les acteurs qui poursuivent une démarche contribuant à l'atteinte des objectifs fixés par le Plan Climat Air Energie Métropolitain. La labellisation « Régénération, passons à l'action ! » permettra de faire connaître au grand public des actions locales innovantes dans les domaines de l'énergie, de l'air, de la réduction des nuisances sonores, de la santé-environnement et du climat. Elle permettra aux porteurs de projets lauréats de valoriser leurs actions et de partager leur expérience, afin de créer l'émulation autour de projets concrets qui, à l'échelon local, apportent des solutions à des enjeux plus globaux.

Le label reconnaît et récompense les projets portés par les habitants, et notamment les jeunes. Les lauréats bénéficieront d'une notoriété nouvelle ou accrue, notamment grâce à la communication autour du label.

La demande de labellisation est libre et gratuite. Les actions doivent être opérationnelles dès la demande de candidature, et évaluables. Le règlement de la labellisation comportera des critères de recevabilité et de sélection.

Les actions lauréates feront l'objet d'une présentation au cours du Comité de suivi et dans les bilans annuels du Plan Climat.

## LE CLIMAT EXIGE UNE FORTE MOBILISATION COLLECTIVE

Après l'étape de l'adoption du Plan Climat, la mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire est indispensable pour atteindre les ambitions fixées et les objectifs climatiques. Les changements de comportement attendus concernent aussi bien les habitants, les collectivités, les acteurs économiques et les associations, que le monde de la recherche et universitaire : chacun, à son niveau, doit contribuer à l'effort. Il convient de distinguer ainsi différentes cibles dans la mobilisation autour des enjeux climatiques :

- La mobilisation interne
- La mobilisation des collectivités
- La mobilisation des acteurs économiques
- La mobilisation des acteurs de la culture, du sport et des manifestations
- La mobilisation des habitants

### LA MOBILISATION INTERNE

Les décisions prises par les collectivités territoriales concernant leur patrimoine (bâtiments, éclairage public, flotte de véhicules) et leurs compétences représentent 15 % des émissions de gaz à effet de serre de la France<sup>2</sup>. La mobilisation en interne constitue donc un levier important de la stratégie métropolitaine, qui requiert une compréhension et un partage larges de la stratégie du PCAEM, une transversalité des champs de compétence, et une mise en œuvre suivie. Pour cela, différentes

démarches concourent à la mobilisation des élus et des agents sur les thématiques climatiques :

- Mobilisation des élus métropolitains.

Des outils de mobilisation sur les enjeux globaux seront déployés, ainsi que des apports thématiques plus spécifiques.

- *Le Jeudi, je dis Climat !*

Ateliers thématiques mensuels destinés aux agents des collectivités du territoire (métropole, région, département, communes, syndicats ...) pour intégrer la question climatique dans les pratiques professionnelles.

- Campagne de sensibilisation à la maîtrise de l'énergie et à la qualité de l'air.

Les comportements des agents sur leur lieu de travail peuvent faire varier les consommations de 10 à 15%. Une animation dès 2022 permettra de façon ludique et conviviale d'apprendre des gestes de sobriété sur l'utilisation des équipements informatiques, l'éclairage, le chauffage, la climatisation et comment ne pas impacter l'air que l'on respire.

Par ailleurs, la Métropole étudie la possibilité de s'engager dans une démarche de comptabilité climatique à l'instar de la Ville de Paris et des Métropoles de Lyon, Lille ou Strasbourg, accompagnées par France Urbaine pour analyser l'impact de leur budget sur le climat.

---

<sup>2</sup> ADEME, *Elus, l'essentiel à connaître sur les PCAET*, 2016

## LA MOBILISATION DES COMMUNES

Les communes, parties prenantes essentielles de l'action en faveur du climat, seront mobilisées dans le cadre de l'action n°1 du Plan Climat Air Energie Métropolitain : *Accompagner les communes sur le volet climat-air-énergie de leur démarche de développement durable*. Cela se traduit l'adoption d'un **Plan de mobilisation des communes pour le climat** et la création d'un réseau d'animation dédié.

*Le Plan de mobilisation des communes pour le climat* a pour ambition de faciliter le passage à l'action, et de fournir aux communes et aux mairies de secteur toutes les informations nécessaires pour qu'elles puissent approfondir leurs politiques climat-air-énergie. Il repose sur un engagement volontaire de leur part, et a vocation à valoriser et soutenir leurs démarches. La Métropole souhaite, ainsi, favoriser l'émergence de politiques ambitieuses sur le territoire, et soutenir les efforts entrepris par les communes et les mairies de secteur. Il s'agit d'un engagement réciproque :

- D'une part, par les communes qui le souhaitent, à mettre en place un certain nombre d'actions parmi celles proposées ;
- En retour, par la Métropole, à les accompagner dans la mise en œuvre de ces actions, à partager les données issues des diagnostics et études menées à l'échelle du territoire, et à les faire profiter des dispositifs d'accompagnement existants.

Cet outil permettra d'assurer la cohérence des politiques climat-air-énergie locales avec la stratégie du Plan Climat Air Energie Métropolitain, et d'améliorer la lisibilité des démarches métropolitaines à destination des communes et des mairies de secteur.

A travers le réseau des communes engagées pour le climat, dispositif d'animation de ce plan de mobilisation, les communes sont invitées à partager entre elles les solutions et techniques qu'elles implémentent, dans une démarche de co-construction et d'amélioration continue, afin de nourrir la dynamique collective locale.

### - Le contenu du Plan de mobilisation des communes pour le climat

*Le Plan de mobilisation des communes pour le climat* comprend un catalogue d'actions liées au climat, à l'air et à l'énergie, et un recueil des dispositifs d'accompagnement existants sur ces thématiques. Les actions proposées découlent à la fois de la stratégie du PCAEM et des axes de travail prioritaires pour chaque compétence métropolitaine concernée.

Pour chaque action sont proposées des ressources permettant d'approfondir la démarche, des indicateurs à suivre afin de mesurer et évaluer son avancement, et un contact référent parmi les équipes métropolitaines.

### - Animation, suivi et évaluation du Plan de mobilisation des communes pour le climat

Pour favoriser le partage d'expériences à l'échelle du territoire, un réseau de communes engagées pour le climat sera créé. Il prendra la forme de trois ateliers thématiques annuels.

Les communes volontaires s'engageront à mettre en œuvre un certain nombre d'actions, choisies parmi celles proposées, et à effectuer un suivi des indicateurs correspondants, fournis par la Métropole. Le document sera remis à jour chaque année, et une nouvelle session de signature sera organisée, permettant aux communes de réviser leurs engagements le cas échéant.

## LA MOBILISATION DES ACTEURS ECONOMIQUES

Le diagnostic du PCAEM a mis en évidence la prédominance des émissions et consommations du secteur économique et notamment industriel (l'industrie représente 67 % des émissions territoriales de GES, et capte 52 % des consommations énergétiques). Les objectifs de diminution associés à ces secteurs sont proportionnés et donc très importants, mais également soumis à la question sociale du maintien de l'activité et de l'emploi. Pour la qualité de l'air, la réglementation nationale des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) s'applique aux industriels.

La Métropole souhaite réunir autour d'elle les entreprises qui, au-delà de leurs obligations réglementaires, s'engagent à mettre en place des actions concrètes pour réduire l'impact de leurs activités sur l'environnement et préserver les ressources locales. Pour cela, elle mettra en œuvre différents dispositifs :

- Une charte d'engagement des entreprises

A travers la signature de cette charte, l'entreprise s'engage à mettre en œuvre différentes actions pour participer, contribuer et soutenir les ambitions métropolitaines définies dans le Plan climat métropolitain. Les entreprises rechercheront avant tout à réduire leurs propres émissions, et celles que leurs activités induisent.

La Métropole souhaite, à travers ces partenariats d'entreprises, objectiver les démarches environnementales du secteur privé, en recourant à des processus qui s'appuient sur les préconisations scientifiques, afin de garantir le sérieux des démarches de décarbonation. C'est dans cet état d'esprit qu'elle propose un *dispositif local de contribution à la neutralité carbone (Action 98)*, qui accélèrera l'émergence de projets de réduction

des émissions de GES et de séquestration carbone sur le territoire métropolitain, notamment dans le secteur agricole et forestier.

- Des Clubs de signataires

Des clubs sectoriels, composés d'entreprises d'une même branche d'activité signataires de la charte, viendront animer cette dernière. Ils seront un espace permettant de penser des synergies entre les différents acteurs, et autorisant un partage d'expérience bénéfique à tous.

- Accompagnement spécifique des Zones d'activité

Sur la métropole, des entreprises organisées en associations se sont regroupées pour obtenir des labels environnementaux (Label PARC + de l'ARBE, labels européens ...). Ces initiatives porteuses d'exemplarité seront valorisées et accompagnées dans un objectif de dissémination. Les dispositifs en faveur des entreprises tel que le *Conseil en énergie partagé pour les entreprises (Action 38)* seront déployés en priorité. La Métropole s'appuiera pour cela sur les acteurs locaux, comme la CCIMP et les associations de zone d'activité.

## LA MOBILISATION DES ACTEURS DES MANIFESTATIONS RESPONSABLES

La Métropole Aix-Marseille-Provence est riche en événements : festivals, salons, foires, événements culturels, sportifs ou tout simplement festifs. Caractéristiques du dynamisme du territoire, ils sont également à l'origine de nombreux impacts environnementaux négatifs : productions de déchets, pollution de l'air et de l'eau, forte consommation d'énergie, etc.

La Métropole joue un rôle important dans la réduction de ces impacts : elle peut contribuer à faire évoluer les comportements et sensibiliser les participants aux enjeux de la transition écologique. Ces événements peuvent être aussi des « démultiplicateurs » de bonnes pratiques.

C'est dans cette optique qu'elle propose aux organisateurs d'événements la signature d'une *Charte des manifestations éco-responsables* (Action 87).

Cette charte permettra à la Métropole de :

- Formaliser une politique écoresponsable partagée
- Sensibiliser les organisateurs et les communes aux enjeux de développement durable
- Inviter les acteurs locaux à s'engager et les accompagner dans leur démarche
- Mettre à disposition des ressources facilitant la mise en œuvre d'une démarche éco-responsable
- Être cohérent et exemplaire
- Valoriser et partager les initiatives
- Optimiser les ressources et mesurer les efforts

Pour les signataires, les bénéfices seront les suivants :

- Obtenir le label « manifestations éco-responsable » de la Métropole
- Bénéficier d'un réseau d'échanges
- Valoriser sa démarche et identifier sa marge de progression
- Anticiper les réglementations locales et éventuelles éco-conditions
- Participer à la dynamique territoriale
- D'autres accompagnements pourront être proposés en fonction des besoins formulés par les signataires.

## LA MOBILISATION DES HABITANTS

### - Des rencontres régulières avec les habitants de la métropole

Tout au long de la durée du PCAEM, la Métropole, en lien avec les associations, organisera des événements destinés au grand public. Ils permettront de diffuser les connaissances scientifiques en lien avec le climat, l'air et l'énergie ainsi que les bonnes pratiques à adopter, et valoriser les initiatives locales en réponse à ces enjeux.

Ces événements seront inclusifs et écoresponsables. Les formats participatifs, comme les stands, ateliers ou débats, seront privilégiés, afin que les habitants puissent s'exprimer sur ces sujets. D'autres formats plus atypiques sont également envisageables : balades urbaines ou sonores, escape games, climathon, ateliers de la Fresque du Climat, performances artistiques ... .

### - Des ressources à disposition des habitants

La Métropole créera des supports à destination des habitants, afin de diffuser les gestes à adopter pour contribuer à la protection du climat et de l'environnement au quotidien. Ces ressources pourront, par exemple, prendre la forme de guides pratiques, d'autodiagnostic, ou encore de webinaires thématiques.

### - Une communication renforcée

Les actions de mobilisation entreprises par la Métropole seront relayées sur les réseaux sociaux, afin d'accroître leur portée. Des campagnes de communication ciblées seront menées sur certains enjeux spécifiques, comme par exemple la pollution lumineuse.

La Métropole se dotera également d'un kit de communication grand public, permettant de saisir l'opportunité d'événements grands publics pour

diffuser un message pédagogique et d'acculturation de la population sur les questions environnementales et de changement climatique.

- Des appels à projet (type Régénération, passons à l'action !)

La création d'un label « Régénération, passons à l'action ! » vise à sélectionner et à valoriser des opérations au titre de leur impact positif sur le climat. L'objectif de cette démarche est de récompenser, notamment par l'attribution d'un label, les habitants de la Métropole qui mènent des actions contribuant à l'atteinte des objectifs fixés par le Plan Climat Air Energie Métropolitain.

La labellisation « Régénération, passons à l'action ! » permettra de faire connaître au grand public des actions locales innovantes dans les domaines de l'énergie, de l'air, de la réduction des nuisances sonores, de la santé-environnement et du climat. Les porteurs de projets lauréats pourront valoriser leurs actions et partager leur expérience, afin de créer l'émulation autour de projets concrets qui, à l'échelon local, apportent des solutions à des enjeux plus globaux.